COMPTE RENDU SOMMAIRE
de la SEANCE du CONSEIL MUNICIPAL
du 28 MAI 2020

Présents : Mesdames Constance de PÉLICHY, Katia BAILLY, Anna MAZIER, Maryvonne PRUDHOMME, Agnès LEBRUN, Virginie GILLIOT, Fabienne GAUDENZI, Virginie OBRINGER-SALMON, Nathalie MARCHAND, Gabrielle BREMOND, Manuela CHARTIER, Messieurs Stéphane CHOUM, Jean-Noël MOINE, Christophe BONNET, Sébastien DIFRANCESCHO, Dominique THÉNAULT, Daniel GAUGAIN, Georges BLAVIEZ, Emmanuel THOLLIEZ, Patrick PINAULT, Thierry DELHOMME, Jacques CAPITAINE, Michel GODET, Jean-Frédéric OUVRY, Steve RENARD.

Avaient donné pouvoir : Isabelle FIDALGO à Monsieur Daniel GAUGAIN, Stéphanie HARS à Sébastien DIFRANCESCHO, Linda RAULT à Christophe BONNET, Nicole BOILEAU à Dominique THÉNAULT.
Secrétaire de Séance : Steve RENARD.

Avant de procéder à l’appel et à l’installation de l’ensemble des Conseillers Municipaux, Madame le Maire souhaite rappeler qu’au regard du contexte actuel, les modalités d’organisation ont été revues, notamment le huis clos, le public ne pourra pas être accueilli pour cette première séance de Conseil Municipal.

Madame le Maire propose à l’Assemblée, en hommage et à la mémoire de ceux qui sont décédés du Covid-19, mais aussi, en hommage, à toutes celles et tous ceux qui se sont battus au cours de ces 3 derniers mois, pour sauver un maximum de personnes, au personnel soignant et à tous ces métiers invisibles redécouverts ces dernières semaines, de se lever et de faire une minute d’applaudissements.

Après avoir fait l’appel des Conseillers Municipaux dans l’ordre des listes, Madame le Maire déclare l’installation de tous les Conseillers Municipaux dans leurs fonctions, propose à Monsieur Steve RENARD, qui est le plus jeune des Conseillers, d’assurer le poste de secrétaire et laisse la Présidence à Monsieur Daniel GAUGAIN, doyen des membres du Conseil Municipal.

1 Conditions de tenue de la séance
Madame le Maire rappelle, qu’au regard de l’épidémie, la convocation prévoyait que le Conseil se tiendrait en huis clos.
Toutefois, elle propose aux conseillers municipaux de confirmer, cette absence de public, mais de permettre la rediffusion en direct sur le Facebook de la Mairie.

Vote favorable à l’unanimité.

2 Election du Maire de la Commune de La Ferté Saint-Aubin

Le dépouillement a donné les résultats suivants :

1er tour de scrutin :
Nombre de bulletins trouvés dans l’urne : 29
Bulletins blancs : 4
Suffrages exprimés : 25
Majorité absolue : 13

A obtenu :
A été élue Maire de la Commune de la Ferté Saint-Aubin, Madame Constance de Pélichy.

3 Fixation du nombre Adjoints au Maire
Conformément à l’article L.2122-2 du CGCT, le Conseil Municipal détermine le nombre d’adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l’effectif légal du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal 25 VOIX POUR, et 4 ABSTENSIONS (Manuela CHARTIER, Gabrielle BREMOND, Jean-Frédéric OUVRY, Steve RENARD),

DECIDE le principe de désigner 8 Adjoints au Maire parmi ses membres en exercice.

4 Election des Adjoints

Le dépouillement a donné les résultats ci-après :

1er tour de scrutin :
Nombre de bulletins trouvés dans l’urne : 29
Bulletins blancs : 6
Suffrages exprimés : 23
Majorité absolue : 12

Ont obtenu :

<table>
<thead>
<tr>
<th>NOMS</th>
<th>Voix</th>
<th>Rang</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>DIFRANCESCHO Sébastien</td>
<td>23</td>
<td>1er</td>
</tr>
<tr>
<td>BAILLY Katia</td>
<td>23</td>
<td>2ème</td>
</tr>
<tr>
<td>CHOUIN Stéphane</td>
<td>23</td>
<td>3ème</td>
</tr>
<tr>
<td>HARS Stéphanie</td>
<td>23</td>
<td>4ème</td>
</tr>
<tr>
<td>BONNET Christophe</td>
<td>23</td>
<td>5ème</td>
</tr>
<tr>
<td>MAZIER Anna</td>
<td>23</td>
<td>6ème</td>
</tr>
<tr>
<td>MOINE Jean-Noël</td>
<td>23</td>
<td>7ème</td>
</tr>
<tr>
<td>PRUDHOMME Maryvonne</td>
<td>23</td>
<td>8ème</td>
</tr>
</tbody>
</table>

5 Lecture de la Charte de l’Elu local
Madame le Maire a lu à voix haute, la Charte de l’Elu local, à l’ensemble de l’Assemblée :

« 1. L’élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts
personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions. »

6 Délégations du Conseil Municipal au Maire

Les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au Conseil municipal de déléguer au Maire un certain nombre de ses compétences.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal : 27 VOIX POUR et 2 ABSTENTIONS (Jean-Frédéric OUVRY et Gabrielle BREMOND).

DÉCIDE, pour la durée du présent mandat, de confier au Maire les délégations suivantes :

a) Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux;

b) Fixer, dans les limites d'un montant de 2 500 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

c) Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, pour tous les marchés dont le montant est inférieur à 90 000 € HT pour les marchés de fourniture et services, et à 200 000 € pour les marchés de travaux. Le Conseil municipal restera compétent au-delà de ces limites.

d) Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

e) Passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemmites de sinistre y afférentes ;

f) Créer les règles comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

g) Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

h) Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

i) Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

j) Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

k) Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes ;
l) Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

m) Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

n) Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire ; et déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code, sur l'ensemble des zones U (urbaines) et AU (à urbaniser) ;

o) Exercer ou déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du même code ;

p) Transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 €, et intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions.

q) Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € par sinistre ;

r) Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme (droit de préemption sur les biens vendus par l'État ou l'un de ses établissements publics, dans le cadre du droit de préemption urbain);

s) Autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

**DECIDE** par ailleurs qu'en cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement du Maire, il est fait application des dispositions de l'article L. 2122-17 du CGCT : dans le cadre du remplacement du Maire, délégation est provisoirement donnée un adjoint, dans l’ordre des nominations, pour prendre l’ensemble des décisions normalement déléguées au Maire.

**AUTORISE** le Maire à donner délégation au Directeur général des services, et en son absence à un Directeur général adjoint, pour engager toute dépense d’un montant unitaire inférieur à 3 000 € HT, au titre du c°) de la liste des délégations.

La Ferté St-Aubin, le 28 MAI 2020

Le Maire
Constance de Pélichy

[Stamp]